



Numéro 197

Le journal de la section SUD Inetum de Solidaires Informatique

Mai 2022

Pour un syndicalisme de terrain, conservons nos CSE régionaux !

En mai, une réunion paritaire aura pour objet de dresser un premier bilan du fonctionnement des CSE et des instances représentatives du personnel.

Il y aura beaucoup à dire sur les difficultés rencontrées par ces nouvelles instances créées par les ordonnances Macron qui ont fait disparaître les CHSCT et les Délégués du Personnel.

Depuis les CSE regroupent l'ensemble des prérogatives avec moins d'élus, moins d'heures de délégation, moins de moyens. Une tâche difficile que les élus **Solidaires Informatique** ont malgré tout mené âprement : expertises, enquêtes, droit d'alerte, défense des salariés et des conditions de travail, suivi économique, écoute et information des salariés, ...

La disparition des CHSCT aura certainement été la plus marquante de ces évolutions. Remplacée par une commission du CSE, sans droits et sans moyens, cette instance a rencontré de véritables difficultés à se faire entendre, chaque sujet étant finalement renvoyé dans les CSE, instance décisionnaire, noyée sous des sujets de tout ordre. Le contexte de crise sanitaire n'aura pas amélioré ce fonctionnement, multipliant les sujets et les réunions, non plus en présentiel mais en audioconférence déshumanisée ou les critiques et les propositions sont bien simples à balayer.

En 2023, les CSE seront renouvelés et un nouvel accord de fonctionnement et d'organisation des CSE devra donc être négocié.

SOMMAIRE

Pour un syndicalisme de terrain, conservons nos CSE régionaux.....	1
Votre passeport ou votre carte d'identité à la vue de tous sur l'intranet d'Inetum : Oui c'est possible !.....	2
Débrayage pour les salaires chez Capgemini France : les négociations salariales annuelles accouchent d'une grève.....	3
1er mai -Par nos luttes, construisons un autre avenir.....	4
2022 : Face au poison de l'extrême-droite et aux attaques capitalistes, renforçons notre camp social et militons pour un syndicalisme offensif.....	5

Alors quelles sont les volontés de la direction pour ce prochain mandat ? Favoriser un fonctionnement de proximité, efficace et efficient ? Ou réduire les coûts et faire de l'obstruction en proposant à nouveau un CSE national devant gérer 10 000 salariés travaillant chez des milliers de clients différents ? **Quelle sera la position des autres organisations syndicales, entre calcul électoral et efficacité ?**

L'option du CSE unique est la pire des solutions !

Les ESN qui ont fait ce choix le regrettent amèrement :

- réunions de 4 à 5 jours par mois impliquant une professionnalisation des élus, des déplacements importants et fréquents, des contraintes sur la vie privée importantes des élus
- sujets de proximité non traités
- suivi économique uniquement fait au niveau macro-économique, dans les grandes lignes, empêchant de lever des alertes sur les difficultés rencontrées par les salariés
- une multiplication et une complexification des sujets rendant leur suivi difficile par des élus disposant de peu de temps et de moyens sur des sujets pourtant cruciaux
- des activités sociales et culturelles inorganisablement notamment pour celles en proximité, se cantonnant en conséquence à délivrer des chèques vacances et des bons cadeaux, ...

Les représentants de proximité souvent mis en place dans ce cadre sont aussi un échec : absence de moyen et de pouvoir, rôles non définis, absence de réunion et finalement découragement de ces élus privés de toute prérogatives et de moyens d'action.

**DÈS AUJOURD'HUI
RÉCLAMONS
LE MAINTIEN
DES CSE DE PROXIMITÉ !**

**PLUS QUE JAMAIS
DROIT D'ALERTE
DROIT DE RETRAIT
ET GRÈVES !**

Solidaires
Union syndicale

Votre passeport ou votre carte d'identité à la vue de tous sur l'intranet d'inetum : oui c'est possible !

Cette mésaventure est arrivée récemment à un salarié d'inetum et pose clairement la question du respect du RGPD chez Inetum.

Des faits d'une extrême gravité et passibles de lourdes sanctions se sont produits au cours des derniers jours. Un salarié, en tapant le nom d'un collègue sur le moteur de recherche présent en page d'accueil de l'intranet d'inetum s'est vu retourner dans les résultats, le scan de la carte d'identité dudit collègue. Un document qui peut être téléchargé sur un ordinateur personnel.

Obligation de sécurisation des données personnelles collectées

L'accès à ce fichier n'aurait jamais dû se produire, et contrevient au RGPD (règlement général sur la protection des données) qui exige la sécurisation des données.

L'article 32 précise que **la protection des données personnelles nécessite de prendre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.**

La protection des données personnelles collectées doit être une priorité absolue d'une direction pour protéger ses salariés. En bafouant ainsi le RGPD, Inetum nous porte atteinte et ébranle notre confiance dans sa volonté d'appliquer avec la plus grande rigueur ses obligations en matière de RGPD.

Alerte vigilance



Les données personnelles et la cyber attaque de décembre dernier

En décembre 2021, Inetum a été la cible d'une attaque de type Ransomware. La direction n'a pas communiqué sur le risque potentiel de voir nos données personnelles vendues sur des sites du dark web. Science-fiction ou risque réel ? Comment faire confiance à une direction qui laisse traîner des documents confidentiels à la vue de tous ?

Agir contre l'inaction de la direction

Afin de participer collectivement à la lutte contre les errances de la direction en matière de protection des données personnelles, vous pouvez nous remonter tout ce qui peut s'apparenter à des manquements au RGPD.

Vos élus Solidaires collecteront utilement ces informations pour les porter devant les instances concernées : la direction d'inetum, la CNIL, les tribunaux...

Et la suite...

Le dpo (délégué à la protection des données) a été alerté et a fait bloquer l'accès à ces documents qui concernaient une quinzaine de salarié.es.

Cependant, la CNIL a été saisie et des sanctions pénales pourraient être prises.

Solidaires vous tiendra informé des suites de cette affaire.

Un dernier conseil : Vous pouvez exercer votre droit d'accès auprès du dpo d'inetum (dpo@inetum.fr) pour connaître les données en sa possession qui vous concernent et leur usage (traitement).

Débrayage pour les salaires chez Capgemini France : les négociations salariales annuelles accouchent d'une grève

Le 14 avril, à l'appel d'une intersyndicale Solidaires, CGT, CFDT, FO et Unsa, entre 1500 et 1800 salariés de Capgemini France ont cessé leur activité pendant une heure pour manifester leur mécontentement face aux faibles augmentations proposées par la direction à l'issu des NAO (Négociations annuelles obligatoires) dans un contexte très florissant pour les actionnaires.

Selon la proposition de la direction de Capgemini, 6 salariés sur 10 n'allaient pas être augmentés alors que les bénéfices de l'entreprise ont augmenté de 21 % en 2021

Selon BFMTV, le chiffre d'affaires de Capgemini a atteint 18,16 milliards en 2021, soit une hausse de 14,6 %.

Première grève depuis 2008 des travailleurs de Capgemini

Malgré l'isolement lié au télétravail, les salariés ont su trouver le chemin de la lutte et se sont mobilisés nombreux pour envoyer un signal fort à la direction. La mobilisation a été suivie notamment à Paris, Toulouse, Montpellier, Nantes et Pessac, près de Bordeaux

Ces premières mobilisations marquent un renouveau de la lutte dans

l'entreprise, qui n'avait pas connu de grève depuis 2008.

Ça bouge aussi parmi les salariés de sa filiale Altran (environ 9000 salariés ; acquise en 2020 pour environ 3,6 Md€) où un mouvement intersyndical national s'est mis en place. Sur le terrain, on commence à percevoir une convergence avec la maison mère.



Chez Inetum aussi, les raisons du mécontentement ne manquent pas

Chez Inetum, cela fait bien longtemps que la direction fait la sourde oreille face aux revendications des salariés en matière salariale.

Les Négociations Annuelles Obligatoires menées à la fin de l'année dernière se sont une fois de plus terminées sur le constat que les propositions de la direction n'étaient pas à la hauteur des besoins exprimés par les salarié.e.s : revalorisation des salaires les plus bas, augmentation collective pour compenser la hausse du coût de la vie, justice salariale homme-femme. La direction n'octroie que le minimum et toujours de façon unilatérale, sans la signature des organisations représentatives.

Un seul moyen pour se faire entendre : la grève

Comme les salariés de Capgemini, à notre tour de montrer à notre direction que nous ne laisserons pas faire. Alors que Mannai repart avec un joli profit fait sur notre dos, alors que Bain Capital et la direction s'apprêtent

à nous faire les poches durant les 5 années à venir, montrons leur que leur politique salariale est indigne, montrons-leur que nous ne sommes pas prêts à nous faire tondre la laine sur le dos sans rien dire.

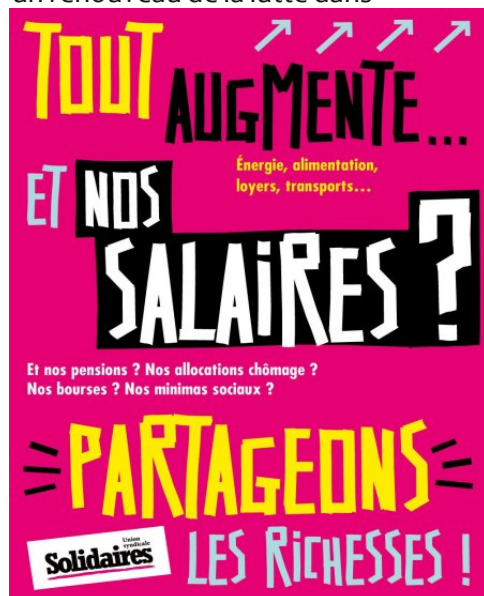
Imposer les termes de la négociation par la mobilisation

Sans rapport de force, les négociations sont un leurre. Elles sont menées de façon unilatérale par la direction et pour le seul intérêt de ses actionnaires. **Seule la mobilisation des salarié.es paie et la grève unitaire en est la forme la plus efficace.** Les directions de toutes les ESN qui voient aujourd'hui leurs profits s'envoler et continuent de faire pression sur leurs salariés, tremblent à l'idée qu'ils puissent un jour s'organiser et initier un mouvement de grève. **Faire grève, c'est s'attaquer directement aux profits,** c'est-à-dire à la raison profonde du système qui nous exploite, c'est cesser le travail et rechercher des solutions collectives aux problèmes qui se posent à chacun d'entre nous.

Les salariés de Capgemini nous montrent le chemin à suivre

Comme chez Capgemini, la coupe est pleine. Face à une direction sourde à nos revendications, partout dans les bureaux et à distance, nous aussi, réunissons-nous et discutons concrètement des moyens d'action à notre disposition : partout il faut se poser les questions sur la meilleure façon de se faire entendre.

Construisons tous ensemble un mouvement unitaire qui se donne les moyens de se faire entendre par la grève !



1ER MAI PAR NOS LUTTES CONSTRUISONS UN AUTRE AVENIR

Les élections présidentielles ont confirmé l'exaspération d'une grande partie des salarié.es et de la population devant les mesures anti-sociales prises par le gouvernement Macron, pour le plus grand bénéfice d'une minorité de riches et de grandes entreprises. Les politiques liberticides des gouvernements successifs enferment la société dans une spirale sécuritaire. Elles sont un tremplin pour l'extrême-droite.

Les élections ont aussi à nouveau été l'occasion pour l'extrême-droite d'instrumentaliser la peur du déclassement social, de la précarité et de la pauvreté, au point qu'une partie de la population a été séduite par ses fausses mesures sociales. Comme à son habitude, l'extrême-droite a tenu un discours de rejet et de haine des étranger.es et des immigré.es.

Emmanuel Macron et ses ami.es de tout bord entendent amplifier l'action entamée au précédent quinquennat : austérité pour les salarié.es et attaque contre la protection sociale avec l'annonce d'une contre-réforme des retraites. C'est cette politique qui a constitué, pour une large part, le terreau sur lequel l'extrême-droite ne cesse de se développer en entretenant un climat raciste et haineux.

Si Emmanuel Macron a été élu, c'est en grande partie pour éliminer la menace, pire encore. L'Union syndicale Solidaires a toujours combattu, et combattra les mesures qui, plutôt que de s'en prendre aux actionnaires, au patronat, opposent les travailleuses et travailleurs entre eux, les pressurisent et pointent les immigré.es comme responsables de tous les maux. Notre Union rejette et combat le fascisme, la xénophobie, le racisme, l'impérialisme et la haine de l'autre.

Contre l'extrême-droite et l'ultralibéralisme, nous devons renforcer les luttes sociales et mettre plus que jamais en avant la solidarité et la paix entre les peuples. Seules les luttes à venir, des mobilisations massives pourront mettre le rapport de force du côté des intérêts des

travailleur.es, et de tous et toutes, et nous permettre de riposter aux attaques qui s'annoncent. Dans ce contexte, ce 1er mai revêt une importance toute particulière : il doit donc montrer que le mouvement social est dans la rue !

Pour l'Union syndicale Solidaires, il est plus que jamais nécessaire de mener le combat pour les droits sociaux, les libertés publiques et l'égalité réelle. C'est l'ensemble de nos luttes, si essentielles, comme celles pour le climat, l'égalité femmes hommes, les droits des personnes discriminées, stigmatisées, handicapées, qui sont aussi en jeu à travers ce 1er mai. Solidaires appelle l'ensemble des salarié.es, des privé.es d'emploi, des retraité.es, étudiant.es à la vigilance, à la mobilisation et à l'action.



Lançons la contre offensive pour construire un autre avenir !

Pour continuer à échanger ensemble, vous pouvez nous joindre sur :



www.sudgfi.fr



contact@sudgfi.fr



twitter.com/SolInfoNat



facebook.com/solidairesinformatique



discord.gg/k6XmCc3h6H

2022 : Face au poison de l'extrême-droite et aux attaques capitalistes, renforçons notre camp social et militons pour un syndicalisme offensif

La période actuelle d'élections présidentielle et législative se déroule dans un contexte difficile pour la société et le monde du travail.

Notre classe sociale a subi ces dernières années de nombreuses adversités : la crise sanitaire a fragilisé notre système de solidarité déjà dûment ébranlé par les nombreuses réformes libérales passées, et les tensions entre les travailleuses ont été exacerbées par des discours politiques qui ne se sont pas révélés à la hauteur des attentes des salarié.es. En tant que syndicat de transformation sociale se revendiquant de la charte d'Amiens, Solidaires informatique ne se subordonne à aucune formation politique, et laisse libre les travailleuses d'exercer (ou non) leur droit de vote pour les candidatures qui leur semblent les meilleures à même de défendre leurs intérêts matériels et moraux. Notre syndicalisme est et sera toujours un contrepouvoir farouche face aux groupes économiques et financiers, au patronat, à l'État, aux gouvernements et aux organisations politiques.

Solidaires informatique propose une vigilance toute particulière envers les candidatures d'extrême-droite mettant en avant des positions aussi

inacceptables que le suprémacisme blanc, la supériorité raciale ou nationale et la discrimination envers les minorités exploitées (femmes, personnes racisées, LGBTI+ ou en situation de handicap...). L'extrême-droite est et sera toujours l'ennemie des travailleuses, et par là même l'ennemie des syndicats. **Solidaires informatique appelle ainsi sans aucune demi-mesure à ne jamais laisser l'extrême-droite profiter d'un seul pouce de terrain, et à la faire reculer partout où cela est possible :** dans les urnes si nécessaire, mais aussi dans les entreprises, dans la rue et dans tous les espaces de confrontation politique.

Solidaires informatique tient à faire valoir avant, pendant et après l'élection une détermination inflexible à s'opposer aux réformes visant à affaiblir les droits des salariées. Notre classe sociale a désormais trop subi les conséquences de la collusion du patronat avec les instances de pouvoir politique : nous appelons de nos vœux des changements radicaux de nos modèles de société, qui doivent passer par le partage et la réduction du temps de travail, l'augmentation massive des salaires et la réappropriation par

les travailleuses et travailleurs des unités de production – autant d'évolutions nécessaires pour faire face à l'urgence sociale et écologique. Dès maintenant et pour les années à venir, nous nous préparons à faire face à de nombreuses offensives contre notre camp social. Il est capital de se rassembler autour de nos intérêts de travailleuses et travailleurs sociaux. Le syndicalisme inter-professionnel que nous portons est un outil à même de permettre l'émancipation de toutes et tous, et de construire dès maintenant, par la lutte et par l'action directe, la société à laquelle nous aspirons.

Solidaires Informatique tient à rappeler son engagement dans les valeurs qui sont celles de l'union Solidaires : antiracistes, antifascistes, écologiques, proLGBTI+, féministe et anticapitaliste.

**L'EXTRÊME DROITE
EST UN DANGER MORTEL**

Solidaires

Vous pouvez aujourd'hui compter sur les DS SUD Groupe Inetum, les RS des CSE, des élu.es pour vous défendre.

Guillaume YAPI (RS CSSCT Central)	06 16 73 50 10	Régis SCHAFFRAN (DS Nord)	06 52 06 49 98
Patrice SCHIFFLI (DS Est)	06 04 17 12 05	Franck AUGER (DS Ouest)	06 99 91 88 33
Vincent BRACCHETTI (DSC adj. France)	06 70 49 84 93	Christophe BAUDRY (DS Ouest)	06 88 60 75 20
Patrice BOUVET (DSC France)	06 09 59 74 87	Anne OURY (DS Ouest)	06 30 49 67 67
Laurent CALVET (DS IDF)	06 32 05 00 92	Yasmina DJERRAR (DS Progiciels)	06 67 22 12 06
Norbert FAISANT (DS IDF)	06 12 27 04 05	Paul BARRY (DS Progiciels)	07 72 07 09 83
François PELTIER (RS IDF)	06 62 49 26 81	Bogdan LASCULESCU (DS Progiciels)	06 51 09 87 25
Laure NETZ (DS Méditerranée)	06 09 34 78 20	Yann KERBIRIOU (DS Rhône-Alpes)	07 68 26 71 97
Olivier LEFRANCQ (DS Nord)	06 19 87 58 97	Patrick POUS (DS Rhône-Alpes)	06 95 87 88 31
Steven LOPES (RS Nord)	06 29 86 56 81	Jean-Philippe CALVEL (RS Sud-Ouest)	06 83 44 63 12
Guillaume MAHELLE (DS Nord)	07 77 39 30 46	Geneviève DELJOUGLA (DS Sud-Ouest)	06 60 63 70 98